

LYON

Collomb : « La politique du Welcome le monde !, cela ne fonctionne pas »

Gérard Collomb a dévoilé ce week-end, qu'il avait démissionné du ministère de l'Intérieur pour ne pas cautionner la politique d'immigration voulue par Emmanuel Macron, laquelle passait, notamment par la création de « hot spots », ces centres d'accueils de migrants sur les côtes françaises. Pour nous, il détaille ses arguments.

Pourquoi prenez-vous la parole maintenant ?

« Je me suis opposé, quand j'étais ministre de l'Intérieur, à l'ouverture sur nos côtes de hot spots, ces centres d'accueils de migrants. Or, l'Ocean Viking affrété par SOS Méditerranée a eu l'autorisation du gouvernement d'appareiller à Toulon, tandis qu'un centre d'hébergement a été ouvert à Hyères. Il y a aussi des régulations massives, qui se profilent... »

Certains de ces migrants sont possiblement accessibles au droit d'asile... La France n'est-elle pas censée les accueillir ?

« Oui, mais ceux qui n'obtiendront pas ce statut resteront en France si c'est leur choix, leurs pays d'origine ne les reconnaissant pas comme leurs ressortissants, pour la grande majorité d'entre eux. Certains de ces migrants risquent aussi d'être acheminés par des passeurs à Calais pour se rendre en Angleterre au péril de leur vie.

Avec une politique qui se veut humanitaire, consistant à récupérer les migrants sur des embarcations, il y a ceux qui meurent avant d'arriver sur

« Le problème, posé par l'Ocean Viking, ce ne sont pas les 234 personnes recueillies, mais l'exemple que cela donne »

Gérard Collomb



Gérard Collomb, le 3 octobre 2018, à son retour à Lyon, après sa démission place Beauvau. Photo archives Progrès/Maxime JEGAT

les bateaux des ONG et ceux qui vont mourir, en essayant de rejoindre le Royaume-Uni. »

Pourquoi ne voulez-vous pas de hot spot en France ?

« Le problème, posé par l'Ocean Viking, ce ne sont pas les 234 personnes recueillies, mais l'exemple que cela donne. C'est une brèche qui s'ouvre. Pourquoi refuser demain un nouveau bateau, alors qu'un premier a été autorisé la veille ? Il y aura forcément un appel d'air.

Il y a des tentes à Lyon, à une centaine de mètres de là où nous parlons. La politique du « Welcome le monde ! », cela ne fonctionne pas. Je n'ai eu de cesse, comme président du Grand Lyon et maire de Lyon,

de faire de la mixité urbaine pour lutter contre les ghettos. Mais ce n'est efficace que si on parvient à limiter le nombre des arrivées. »

Durant l'été 2018, Emmanuel Macron, en refusant le port de Marseille à l'Aquarius, alors que l'Italie n'en voulait pas et avant que l'Espagne ne l'accueille, était d'accord avec vous...

« Mes équipes, au ministère de l'Intérieur, et moi-même, étions opposés à l'arrivée de l'Aquarius. Durant l'été 2018, plusieurs bateaux d'ONG sillonnaient la Méditerranée pour trouver des ports. »

Mais d'autres pays que l'Italie, la Grèce, Malte ou Chypre, ne doivent-ils pas pren-

« L'élément déclencheur de ma démission, c'est la commémoration, en octobre 2018, de l'attentat de la gare Saint-Charles à Marseille, commis par un migrant radicalisé »

Gérard Collomb

dre leur part ?

« Oui bien sûr. En ce sens, la Commission européenne a prôné l'ouverture de centres d'accueil de migrants en Albanie, au Maroc et en Tunisie. Mais ces pays n'ont pas été d'accord, ce que je comprends parfaitement si je me mets à leur place. Dans le sommet des chefs d'État qui a suivi, je pense qu'Emmanuel Macron s'est dit que la France devait montrer l'exemple. Il a souhaité ouvrir un centre à Toulon ou à Marseille. Je n'étais pas d'accord, j'ai donc démissionné en octobre 2018. »

Est-ce la raison unique de votre démission ? Vous aviez annoncé, à l'époque, vouloir vous occuper des collectivités lyonnaises...

« L'élément déclencheur de ma démission, c'est la commémoration, en octobre 2018, de l'attentat de la

gare Saint-Charles à Marseille, commis par un migrant radicalisé, au cours duquel Mauranne et Laura ont été mortellement poignardées. Les deux familles nous ont demandé de tout faire pour que de tels actes ne se reproduisent plus. Je songe donc à ces centres d'accueil que veut installer Emmanuel Macron, où des islamistes radicaux peuvent se glisser parmi les migrants. Je connaissais, aussi, le penchant des députés macronistes à vouloir accueillir largement ; j'avais éprouvé lors de la loi Immigration. Je n'ai pas voulu cautionner une telle politique. Quant à mon souci de m'occuper des collectivités lyonnaises, j'avais annoncé, à l'époque, que ce serait après les Européennes, soit à une date bien plus lointaine que celle de ma démission. »

Propos recueillis par Sophie MAJOU

ES6911 - VO

Quand le groupe de Gérard Collomb vote pour une subvention à SOS Méditerranée...

En 2021, la ville de Lyon vote une première subvention de 28 000 € à l'association SOS Méditerranée, correspondant à « deux journées de sauvetage ». À l'époque, si la droite vote contre, le groupe de Gérard Collomb s'abstient.

La semaine dernière, le financement d'une journée en mer (14 000 €) est proposé par Grégory Doucet, le maire (EELV) de Lyon depuis 2020.

La droite s'oppose une nouvelle fois, Béatrice de Montille (LR) pointant que cette dépense ne relève

pas d'une compétence municipale et qu'il y a beaucoup à faire dans la cité. Mais le groupe de Gérard Collomb, lui, vote favorablement.

L'ancien maire, qui n'était pas présent, a donné son pouvoir à un autre élu. « Spontanément, on est tous altruistes face à la misère », a réagi Gérard Collomb, ce lundi. « Mais mes amis ne connaissent évidemment pas le dessous des cartes des politiques migratoires. Depuis, je les ai tous eus au téléphone et leur ai donné toutes les clés. »